



Lettre aux parents d'élèves Contre la destruction de l'enseignement professionnel public

**Manifestation nationale
samedi 19 novembre**

Madame, Monsieur, chers parents,

L'enseignement professionnel sous statut scolaire, public et laïque, représente une conquête sociale importante : ainsi de nombreux jeunes obtiennent en lycée professionnel, en Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA), en Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) un diplôme national reconnu par les conventions collectives et les statuts.

Or, le Président de la République vient de lancer une nouvelle réforme de la voie professionnelle visant à redonner aux patrons la main sur les formations et sur l'existence des diplômes. Aucune des mesures annoncées par M. Macron ne va dans le sens de l'intérêt des élèves, comme des professeurs. Tout au contraire, ce projet menace très gravement l'avenir des jeunes de la voie professionnelle !

- ⇒ Renforcer l'autonomie des établissements : les horaires et contenus disciplinaires pourraient varier d'un lycée à l'autre, d'une région à l'autre en fonction des besoins de main d'œuvre des entreprises locales. C'est à la fois la remise en cause d'un enseignement national, le même pour tous, et l'impossibilité pour les jeunes de d'accéder à un diplôme reconnu nationalement et de pouvoir trouver un emploi qualifié n'importe tout en France.
- ⇒ Faire présider les Conseils d'administration des Lycées Professionnels par « les principaux employeurs de la région ». Ce sont eux qui détermineraient la création de filières professionnelles en fonction de leurs besoins et la fermeture de diplômes professionnels, au mépris des choix des élèves et de leur avenir.
- ⇒ Allonger de 50% la durée des périodes de formation en milieu professionnel, c'est supprimer autant d'heure de cours de français, d'histoire-géographie, de mathématiques et physique, de langue vivante, de Prévention-Santé-Environnement (PSE), d'arts appliqués, de technologie, d'Éducation Physique et Sportive... et d'enseignement professionnel ; c'est interdire aux élèves des Lycées Professionnels d'accéder à la culture générale à laquelle ils ont droit et d'acquérir des connaissances indispensables à l'obtention de leur diplôme.

- ⇒ Ces stages seraient payés aux élèves par l'État : on ne sait pas encore quel en serait le montant mais il s'agirait en réalité d'une gratification inférieure à la rémunération d'un jeune en contrat d'apprentissage). Et au-delà de cette question, c'est bien la durée et la finalité de ces stages qui posent problème. Pour les entreprises, ce sera une main-d'œuvre gratuite, rendant encore plus illusoire les perspectives d'embauches futures.
- ⇒ C'est à la fin la disparition de la formation professionnelle sous statut scolaire assurée par des Professeurs de Lycée Professionnel, fonctionnaires d'Etat dont le statut serait remis en cause : de 8000 à 10 000 postes de PLP seraient supprimés. Des formations disparaîtraient et des LP seraient fermés. Déjà, à Paris et dans le Grand Est, les régions programment la fermeture de dizaines de lycées. Si la réforme passe, cela va continuer !

Nos élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise mais de plus d'école, plus de culture, plus de connaissances...

Nous voulons le retrait de cette réforme.

Il nous faut monter d'un cran le rapport de force.

C'est pourquoi Force Ouvrière appelle à participer à la manifestation nationale à Paris le samedi 19 novembre après-midi, en direction du ministère, contre la destruction de l'enseignement professionnel public et pour exiger l'abandon de cette réforme.

Nous vous invitons à vous associer à cette revendication pour venir marcher avec nous.

Dans le Val d'Oise, l'Union Départementale FO met en place un bus partant de Saint-Ouen l'Aumône (Parc des Sports), en passant par la gare d'Ermont et la gare d'Argenteuil.

Les personnes intéressées pour se rendre à Paris en utilisant ce moyen doivent s'inscrire [en cliquant sur ce lien](#).